



**HAL**  
open science

# La sécurité environnementale des projets énergétiques transnationaux. À propos de Energy, governance and security in Thailand and Myanmar de Adam Simpson

Héloïse Berkowitz

## ► To cite this version:

Héloïse Berkowitz. La sécurité environnementale des projets énergétiques transnationaux. À propos de Energy, governance and security in Thailand and Myanmar de Adam Simpson. Le Libellio d'AEGIS, 2014, 10 (3), pp.77-84. hal-03543954

**HAL Id: hal-03543954**

**<https://hal.science/hal-03543954v1>**

Submitted on 21 Feb 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

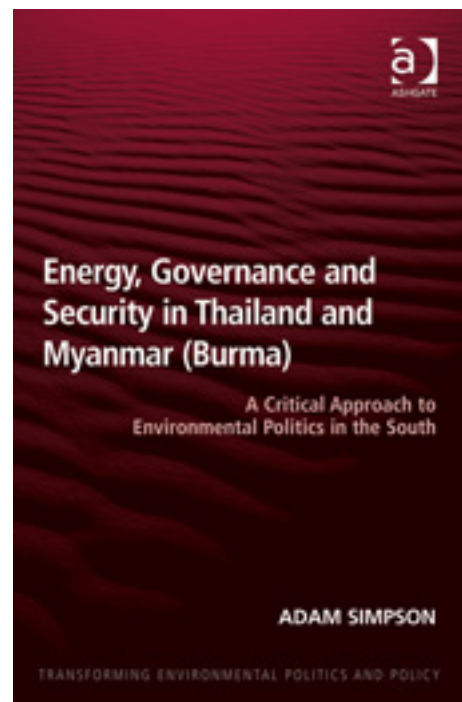
## La sécurité environnementale des projets énergétiques transnationaux

À propos de *Energy, governance and security in Thailand and Myanmar*  
de Adam Simpson

*Héloïse Berkowitz*  
Doctorante, École polytechnique

Comment les mouvements environnementaux luttent-ils pour garantir la sécurité et le respect des communautés locales dans les projets énergétiques transnationaux ? Pour répondre à cette question, l'auteur de ce livre (Simpson, 2014), directeur du Centre pour la Paix et la Sécurité au Hawke Research Institute de l'Université d'Australie du Sud, a mené une enquête de 15 ans, en Thaïlande et au Myanmar, en se concentrant sur les mouvements activistes multi-niveaux et multi-échelles dans les zones frontalières : individus, organisations et groupes non-gouvernementaux, coalitions et réseaux, locaux comme transnationaux. Ces deux pays connaissent des régimes politiques autoritaires mais aux caractéristiques bien distinctes, ce qui permet à l'auteur de procéder à une analyse comparative des stratégies, des tactiques et des formes d'organisation au niveau local et transnational des mouvements activistes. Ce livre traite donc de politiques environnementales, mais aussi de science politique, de relations internationales, d'économie politique internationale, et d'études critiques environnementales. L'ouvrage est fondamentalement activiste, dans la lignée du courant de recherche « émancipatoire » (Humphries *et al.*, 2000), dont la contribution académique se double d'un soutien aux activistes (Reitan, 2007). Adam Simpson voit un parallèle entre le domaine des politiques environnementales et des mouvements féministes, dont les travaux permettent de rapprocher la recherche académique et l'activisme. Ainsi, l'auteur cherche à atteindre cet objectif par ce que Eschle et Maignashca appellent :

A “politicized” or “critical scholarship”, that is, research that explicitly recognizes and takes responsibility for its normative orientation; that aims to empower a marginalized and oppressed constituency by making them visible and audible; and that attempts to challenge the prevailing power hierarchies, including in terms of the construction of knowledge. (Eschle & Maignashca, 2006, p. 120, cité in Simpson, 2014, p. 10)



À partir de l'étude de quatre cas, Adam Simpson construit un modèle novateur de « gouvernance activiste environnementale » qui remet en question l'approche traditionnelle de la sécurité énergétique.

### Les études de cas : des champs de gaz aux rivières

Dans cet ouvrage, l'auteur se concentre principalement sur l'étude des groupes et individus radicaux, et étudie les campagnes environnementales contre quatre projets transnationaux situés en Thaïlande et au Myanmar, visant à développer une gouvernance activiste pour garantir la sécurité environnementale des communautés locales hautement marginalisées. Parmi ces cas, trois sont des projets de gazoducs transnationaux, le quatrième une série de barrages hydrauliques sur la rivière Salween. Dans les quatre cas, présentés dans la Figure 1, les activistes environnementaux se sont opposés aux projets à cause de leurs conséquences néfastes pour la sécurité environnementale des populations locales, et de l'absence de consultation et de dispositifs de gouvernance et de démocratie participative (Simpson, 2014, p. 12).

Nom du projet	Principales compagnies
Yadana Gas Pipeline	PTT (Thailand), EGAT (Thailand), Unocal (now Chevron) (US), Total (France), MOGE (Myanmar)
Thai-Malaysian Gas Pipeline	PTT (Thailand), Petronas (Malaysia)
Shwe Gas Pipeline	Daewoo International (South Korea), PetroChina (China), Kogas (South Korea), ONGC Videsh (India), GAIL (India), MOGE (Myanmar)
Salween Dams	EGAT (Thailand), MDX (Thailand), Sinohydro Corporation (China)

**Figure 1**  
Tableau des projets et des compagnies impliquées  
(Simpson, 2014, p. 14)

La première étude de cas porte sur le Gazoduc de Yadana (qui signifie le « Joyau »), le tout premier projet d'exploitation gazière cross-frontalière de l'Asie du Sud Est, prototypique des problèmes engendrés par ces mégaprojets transnationaux. Transportant du gaz depuis le golf de Mottama (mer d'Andaman) à travers le sud du Myanmar (région de Tanintharyi) et jusque dans une province thaïlandaise, le projet Yadana rassemblait à l'origine l'américain Unocal, le français Total, la PTT Exploration and Production pour la Thaïlande, et la compagnie nationale du Myanmar, Myanma Oil and Gas Enterprise (MOGE). Autre partie prenante, l'Electricity Generating Authority of Thailand (EGAT) achète ce gaz et le convertit en électricité grâce à la centrale électrique de Ratchabury. Ce gazoduc, majoritairement sous-marin, long de 409 km, a été planifié et construit dans les années 90. Au Myanmar, le Conseil d'État pour la Restauration de la Loi et de l'Ordre – organe dirigeant de la dictature militaire après le coup d'État du 18 septembre 1988 – devenu en 1997 le Conseil d'État pour la Paix et le Développement, apparaît comme le principal responsable de l'absence d'implication des communautés locales dans le projet, bien que les compagnies pétrolières et le gouvernement thaïlandais soient aussi jugés complices.

Pendant toute la construction du gazoduc, les accusations des activistes thaïlandais ont porté d'une part sur les dangers environnementaux qui violaient la loi environnementale thaï, et d'autre part sur l'absence de justification d'un tel projet au regard des besoins énergétiques de la Thaïlande et surtout de cette région. Côté Myanmar, les activistes et minorités locales attaquaient – au-delà des conséquences environnementales néfastes – la répression militaire le long du trajet du gazoduc au Myanmar, incluant travail forcé et viols systématiques dans les communautés ethniques minoritaires (principalement les karens, groupe ethnique tibéto-birman, opposé au gouvernement). Après des

années de procès aux États-Unis, portés par EarthRight International (ERI) et plusieurs groupes de pression américains de défense des droits de l'homme, un accord d'indemnisation entre Unocal et les plaignants du Myanmar est signé, et Chevron reprend alors la participation minoritaire de son prédécesseur, devenant ainsi la cible des activistes américains.

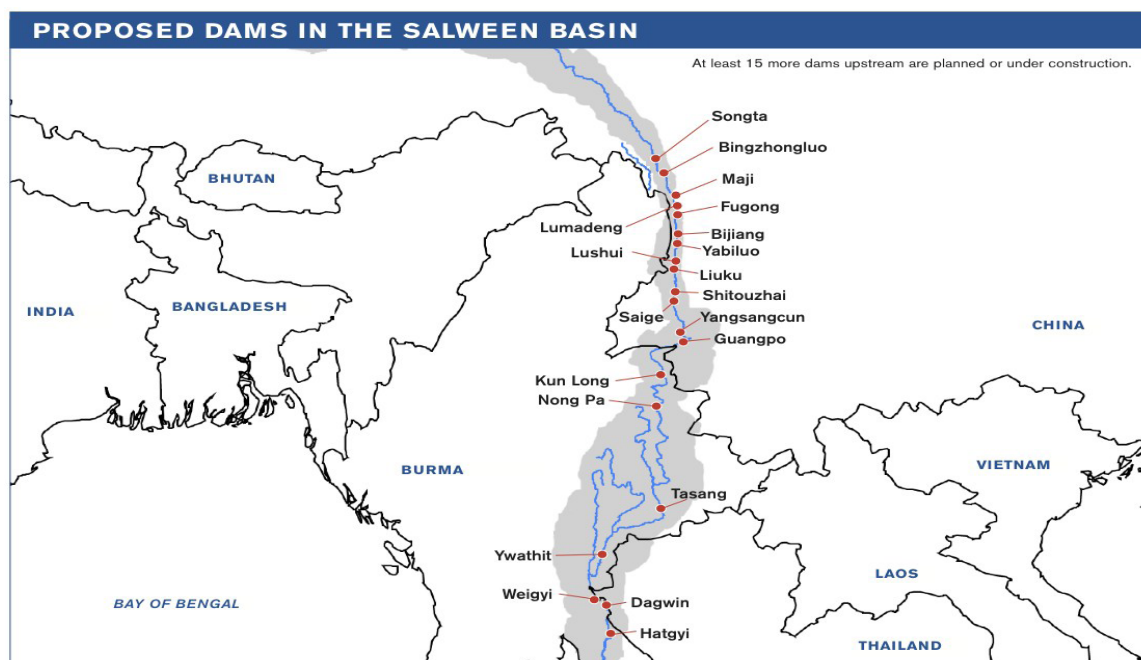


Figure 2  
Le trajet du Pipeline de Yadana  
(Source : total.com)

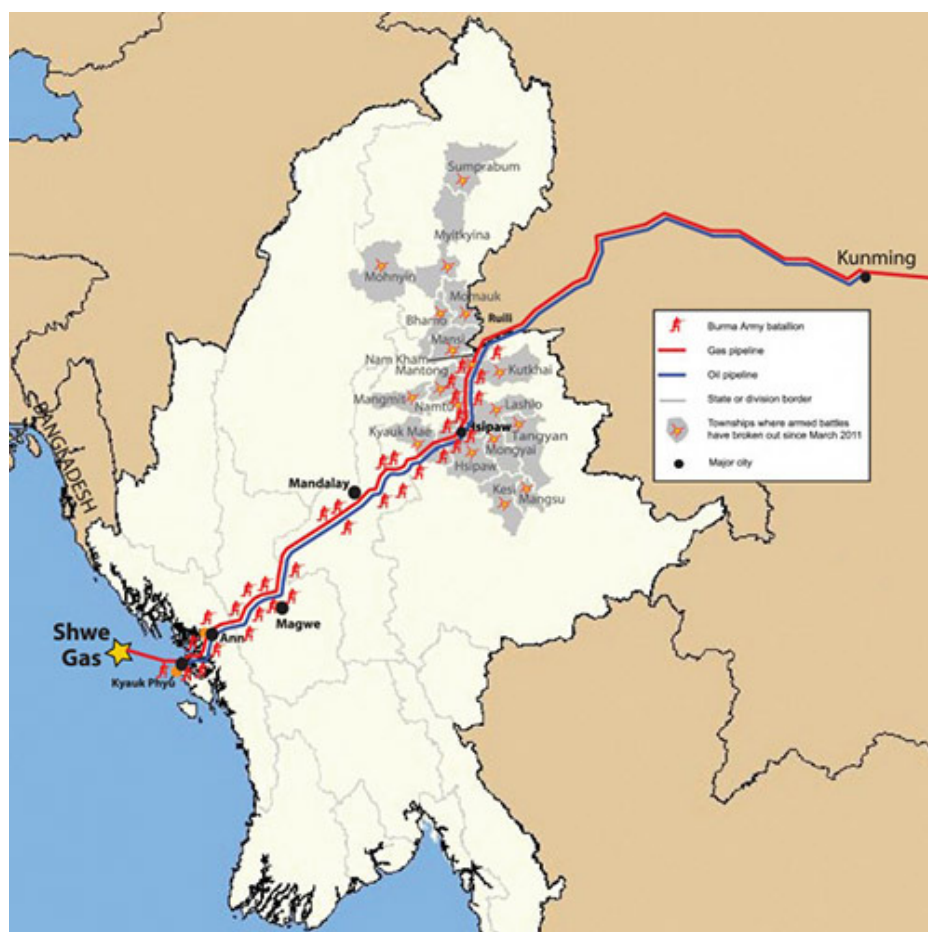
Le deuxième projet concerne aussi l'exploitation d'un champ gazier – situé dans le golfe de Thaïlande – par le Gazoduc Trans Thai-Malaysia (TTM). Les accusations des groupes d'activistes portaient cette fois sur la pollution de l'air, les bouleversements de la vie rurale des habitants locaux et la pollution côtière, notamment au mercure. Ainsi, comme le notait Vandana Shiva (1988), il ne s'agissait pas seulement pour les populations locales de protéger leur terre natale, mais surtout de protéger leur civilisation et leur style de vie de la destruction complète.

Le troisième projet couvre quant à lui une série de barrages sur la rivière Salween au Myanmar et sur la frontière avec la Thaïlande. Bien qu'à divers stades de construction, les barrages soulèvent tous des problèmes similaires à ceux du Gazoduc de Yadana : dégradations environnementales et répression militaire à l'encontre des minorités ethniques côté Myanmar. À l'arrêt du projet de Hat Gyi Dam en 2007, suite à la mort de deux employés à cause des conflits, 500 000 personnes – de minorité ethnique – avaient été expropriées, et 140 000 réfugiés avaient cherché secours dans des camps thaïs. On estime que par la suite entre 75 000 et 100 000 personnes supplémentaires ont été déplacées par la construction de divers barrages supplémentaires. En outre, l'impact de ces barrages est d'autant plus grave dans les pays du sud, qu'ils détruisent les ressources en pêche dont dépendent les populations les plus pauvres (Pearce, 2006).

Figure 3  
Série de barrages sur la rivière Salween  
(source internationalrivers.org)



Enfin, le quatrième cas porte sur le Gazoduc de Shwe, un projet tri-national partant de la Baie du Bengale, sur le littoral du Myanmar, pour aller jusqu'en Inde en passant par le Bangladesh (l'électricité étant au final vendue à la Chine). Là encore, le manque de transparence et de processus d'engagement démocratique conduisent les activistes à mener une campagne sur les plaintes de destruction environnementale et de mépris des droits de l'homme. En outre, 80% de la production est exportée tandis que le reste est réquisitionné par l'armée, laissant donc la population locale dans l'insécurité énergétique, et *a fortiori* environnementale.



**Figure 4**  
Parcours du Gazoduc de Shwe  
(Source info-birmanie.org)

### Le modèle de gouvernance environnementale activiste de Simpson

L'étude de ces quatre campagnes permet de mettre en évidence trois différents types de dispositifs qui constituent le modèle construit par Simpson, s'inspirant du travail de Doyle et Doherty (2006) sur la gouvernance écologique. Cette forme de gouvernance environnementale recouvre à la fois l'activisme formel et informel, et comprend aussi les mouvements protestataires, et les procès intentés par les ONGs en France et aux États-Unis. La typologie repose sur deux dimensions, la structure organisationnelle et la stratégie (objectifs et activités), qui peuvent être l'une et l'autre émancipatoire ou conservatrice.

Le premier dispositif à jouer un rôle dans ce que Simpson appelle la gouvernance environnementale émancipatoire de projets énergétiques transnationaux est le « groupe environnemental émancipatoire » (*emancipatory environmental group*, EGG). Il s'agit de mouvements activistes dont non seulement la structure organisationnelle

mais aussi les objectifs et activités, sont considérés comme émancipatoires, c'est-à-dire qu'ils respectent les quatre principes clé de la « politique verte » : la démocratie participative, la durabilité écologique, la justice sociale et la non-violence (Carter, 2007). L'ONG internationale ERI est le principal groupe actif dans cette région et sur ces campagnes qui répondent aux critères de l'ECC.

Le deuxième dispositif du modèle de Simpson est en revanche conservateur dans sa structure organisationnelle – par exemple son fonctionnement n'est pas nécessairement démocratique et participatif – mais demeure émancipatoire dans ses objectifs et ses activités. Cette forme d'activisme constitue le *compromise governance group* (CGG) et se révèle, pour l'auteur, moins efficace que les ECC.

La troisième catégorie définie par Simpson recouvre les *environmental governance states* (EGS), qui sont en général des groupes de conservation occidentaux, et dont, tant la structure organisationnelle que les objectifs et les activités, sont largement conservateurs. Un des EGS présentés dans l'ouvrage est par exemple la Wildlife Conservation Society (WCS), organisme basé à New York. Cette forme reste peu étudiée par l'auteur qui met l'accent sur l'analyse des ECC, beaucoup plus actifs que les deux autres dans les campagnes environnementales contre les projets énergétiques transnationaux en Asie du Sud Est.

Le quatrième cas – structure émancipatrice et objectifs et activités conservateurs – n'a pas été constaté.

L'émergence et la constitution de ces groupes ont été très fortement influencées par le milieu culturel et politique, et notamment par les formes de régime politique. En effet, la force autoritaire des régimes du Myanmar et de la Thaïlande a des conséquences sur les conditions de vie des communautés – notamment elle crée plus ou moins d'insécurité environnementale et énergétique – ainsi que sur les formes d'activisme. Le régime politique au Myanmar est beaucoup plus autoritaire, et les projets énergétiques l'impliquant sont durement marqués par les dégâts environnementaux et les violations des droits de l'homme. La Thaïlande possède un gouvernement plus ouvert tant en termes de compétition que de processus démocratiques, bien que sa structure politico-légale traduise une forme d'autoritarisme. En l'absence de démocratie effective et de protection juridique dans ces deux pays, ce sont les acteurs non étatiques comme les ECC qui jouent donc le rôle de garants de la sécurité environnementale et énergétique des projets transnationaux, mais leurs caractéristiques diffèrent d'un pays à l'autre. Le relatif libéralisme de la Thaïlande donne lieu à un activisme local très dynamique, tandis que la répression militaire au Myanmar force à l'expatriation des activistes, présents plutôt dans les pays frontaliers. L'autoritarisme conduit donc à une « *diaspora de l'activisme* » (Simpson, 2014, p. 186). Les études de cas tendent en effet à montrer que la répression militaire d'un régime autoritaire encourage l'émergence de mouvements activistes au sein des communautés exilées. Au-delà des difficultés que pose cette diaspora, Simpson montre qu'elle est aussi source d'opportunités pour l'activisme environnemental dans la mesure où les individus et les groupes entrent en contact avec d'autres acteurs auxquels ils n'auraient pas accès dans leur pays natal (médias, groupes de soutien occidentaux, activistes voisins) et sont donc formés aux techniques et stratégies par cet environnement diversifié et majoritairement anglophone. Le point commun entre les activistes thaïs et leurs voisins reste leur objectif : assurer la sécurité énergétique certes mais surtout environnementale des populations locales.

## La sécurité énergétique : d'une approche globale à une approche locale et critique

La sécurité énergétique est la notion clé de cet ouvrage. Traditionnellement, elle est abordée au niveau des États et consiste à garantir les ressources énergétiques nécessaires au développement industriel et à la sécurité militaire de l'État-nation, ce que Stokes et Raphael (2010) considèrent comme la source des interventions et conflits impérialistes modernes depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. D'après la plupart des visions libérales de la sécurité énergétique, c'est le marché qui guide non seulement l'innovation mais aussi l'allocation des ressources énergétiques (Yergin, 2011), ce qui laisse peu de place à une approche normative mettant l'accent sur les populations marginalisées. Selon Simpson, il est nécessaire de procéder à un changement de paradigme qui repose sur deux évolutions profondes : d'une part, il faut passer d'une approche centrée sur les États à une approche centrée sur les communautés locales. D'autre part, il faut élargir la notion de sécurité en la faisant passer de la seule énergie à l'environnement. C'est effectivement la motivation de toutes les campagnes étudiées par l'auteur : il s'agit en fait d'assurer plus largement la sécurité des populations locales, c'est-à-dire de garantir un accès à l'énergie certes, mais aussi à l'eau, à la nourriture et à la justice sociale.

Simpson décrit alors quatre principes qui définissent cette approche critique de la sécurité énergétique. Tout d'abord, comme il a été dit, elle doit être envisagée comme faisant partie intégrante de la sécurité environnementale, et non plus de la sécurité militaire ou économique nationale, sinon il n'est pas possible d'articuler de façon durable consommation, production, distribution d'énergie, justice sociale et protection de l'environnement. En conséquence, le deuxième principe implique de faire des individus et communautés marginalisés des pays émergents l'objet de cette sécurité, et non plus les États des pays développés. En effet, dans chacun des cas étudiés par l'auteur, la priorité des activistes était bien de protéger les communautés locales et d'assurer leur sécurité environnementale, mise en danger par les projets énergétiques transnationaux. Le troisième principe des études critiques de la sécurité énergétique consiste à favoriser systématiquement les sources d'énergies renouvelables, faibles en gaz à effet de serre, et décentralisées, plutôt que la production centralisée d'énergies fossiles, nucléaires ou hydrauliques à grande échelle. Encore une fois, ce choix revendiqué en faveur des technologies « vertes » contraste avec les approches traditionnelles de la sécurité énergétique qui restent en général « neutres », reflétant et perpétuant donc les rapports de force existants. Enfin, le quatrième principe postule que la quête de la sécurité énergétique ne doit pas se faire au détriment des autres aspects de la sécurité environnementale, mais au contraire doit favoriser une amélioration de la sécurité environnementale globale. Les « méga-barrages » ont par exemple des effets écologiques néfastes, comme c'est le cas sur la rivière Salween, et perturbent les ressources économiques des communautés locales. Le gaz naturel, quant à lui, a de multiples conséquences environnementales graves, comme la pollution au mercure ou les émissions de gaz à effet de serre. En outre, ces effets se font sentir très loin des consommateurs finaux : la production d'énergie assure une sécurité énergétique accrue pour des consommateurs privilégiés éloignés, alors qu'elle nuit gravement à la sécurité environnementale des populations proches des sites d'exploitation.

## Energie, gouvernance et sécurité : discussion

Alors que les nations se disputent les ressources, la production énergétique, en particulier dans les projets transnationaux, a donc des conséquences dévastatrices sur la sécurité environnementale et humaine des communautés locales. Dalby note :

Oil is not a resource that the marginalized peasantry of the third world are directly fighting over, it's a matter of superpower competition. (Dalby, 2009, p. 75, cité in Simpson, 2014, p. 9)

Le modèle de gouvernance environnementale et de sécurité énergétique développé par Simpson a pour objectif principal de protéger ces « paysans du Tiers Monde », les communautés locales, souvent des minorités ethniques réprimées.

La notion de gouvernance environnementale reste cependant assez floue, puisqu'elle peut recouvrir tant les ONGs – qui demeurent les acteurs les plus visibles – que des individus, des groupes informels comme les mouvements protestataires, des coalitions, des réseaux. La typologie de Simpson, qui consiste à distinguer les groupes de gouvernance émancipatoire (EGG) des groupes de gouvernance de compromis (*compromise governance groups* ou CGG), et des organisations de l'*environmental governance state* (EGS), repose sur une distinction entre structure organisationnelle, activités et objectifs, qui peuvent être soit émancipatoires soit conservateurs. Le lecteur comprend que les EGG, émancipatoires sur les deux dimensions (structure organisationnelle et stratégie) sont censés être plus efficaces pour mener campagne, mais il voit mal l'utilité de son application à autre chose que des ONG alors que l'auteur se donne un objet plus large puisqu'il inclut les groupes informels. De plus, cette typologie, bien que plus fine que celle développée par Doyle et Doherty (2006), pourrait gagner à être conçue de manière interactive : quelles sont les interactions entre ces divers acteurs sur le terrain ? Leurs actions combinées sont-elles plus efficaces ? Qui plus est, l'analyse laisse de côté les organisations hybrides telles que l'ITIE (l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives) dont il vante pourtant les mérites (Simpson, 2014, p. 181), mais qu'il ne positionne pas vraiment au sein de son modèle. L'ITIE en effet paraît originale dans sa structure puisqu'elle intègre non seulement la société civile et les gouvernements mais aussi les compagnies privées. Or c'est le choix revendiqué de l'auteur que de se concentrer spécifiquement sur les groupes activistes – la société civile donc – ce qui produit inévitablement une vision partielle qui ne permet pas tout à fait d'appréhender le rôle actuel et potentiel des entreprises dans ce modèle de sécurité énergétique. Partant, l'ouvrage conclut sur des implications plutôt politiques qui ne prennent en compte le monde des entreprises que comme un tiers qui serait soumis inmanquablement aux décisions politiques alors qu'il a un rôle essentiel à jouer dans la gouvernance des projets transnationaux. Les descriptions de l'auteur nous plongent dans le monde de l'activisme environnemental en Asie. L'ouvrage livre les résultats d'un travail de terrain et d'une analyse théorique considérables et approfondis et remet sévèrement en question les approches traditionnelles de la sécurité énergétique et environnementale ■

## Références

- Carter Neil (2007) *The Politics of the Environment: Ideas, Activism, Policy*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Dalby Simon (2009) *Security and environmental change*, Cambridge (UK), Polity Press.



- Doyle Timothy & Doherty Brian (2006) "Green public spheres and the green governance state: The politics of emancipation and ecological conditionality", *Environmental Politics*, vol. 15, n° 5, pp. 881-892.
- Eschle Catherine & Maiguashca Bice (2006) "Bridging the academic/activist divide: feminist activism and the teaching of global politics", *Millennium-Journal of International Studies*, vol. 35, n° 1, pp. 119-137.
- Humphries Beth, Mertens Donna M. & Truman Carole (2000) "Arguments for an emancipatory research paradigm", in Truman Carole, Mertens Donna M. & Humphries Beth [eds] *Research and inequality*, London, UCL Press, pp. 3-23.
- Pearce Fred (2006) "Mega-dams back on the agenda", *New scientist*, n° 2569, p. 10.
- Reitan Ruth (2007) *Global activism*, London, Routledge.
- Shiva Vandana (1988) *Staying alive: Women, ecology and development*, London/New Jersey, Zed Books.
- Simpson Adam (2014) *Energy, Governance and Security in Thailand and Myanmar (Burma): A Critical Approach to Environmental Politics in the South*, Farnham (UK), Ashgate Publishing Ltd.
- Stokes Doug & Raphael Sam (2010) *Global energy security and American hegemony*, Washington (DC), Johns Hopkins University Press.
- Yergin Daniel (2011) *The quest: energy, security, and the remaking of the modern world*, New York, Penguin Press.



Deauville, les parasols  
(24 août 2012, 10<sup>h</sup>47)